

# DÉFI D'INITIÉS

Ils ont été *traders* ou banquiers d'affaires, gagné des fortunes et connu l'adrénaline des salles de marché. Aujourd'hui, ils utilisent leurs connaissances du système pour combattre les excès de la finance. SOPHIE DES DÉSERTS a confessé ces activistes en costume-cravate qui veulent donner du sens à l'argent.

Un repenté. C'est ainsi qu'un sénateur le présente ce matin de février devant l'austère auditoire d'une commission parlementaire consacrée à l'examen de la prochaine loi bancaire. « Un repenté, en général, c'est un mafieux qui balance ses camarades en échange d'une immunité, réplique Christophe Nijdam. Je ne me sens pas appartenir à cette catégorie. » Costume noir, lèvres rentrées, l'ancien banquier se tient bien droit, le regard concentré, les mains sagement posées sur ses notes. D'une voix calme, il dézingue le dispositif élaboré par le gouvernement pour tenir la septième promesse de campagne de François Hollande : séparer les activités des banques utiles à l'investissement et à l'emploi de leurs opérations spéculatives. « Une si modeste réforme aura un impact minimaliste, argumente-t-il. Le paradoxe de la crise, c'est qu'il en est ressorti des institutions encore plus grosses. » Quelques sénateurs ouvrent l'œil, ébahis devant ce gentleman venu de la finance qui ne mâche pas ses mots. Nijdam en a pris son parti : on le soupçonne souvent de chercher une place au paradis après s'être goinfré sur les marchés ; ses vieux copains de Wall Street pensent même qu'il a perdu la tête. Personne ne comprend comment Christophe,

l'ancien jeune giscardien, diplômé de Sciences Po et frère du patron (libéral) du *Nouvel Économiste*, un cartésien capable de consacrer trente-cinq ans à la finance (au CCF à New York et au Crédit du Nord, avant de conseiller de riches familles sur la gestion de leur patrimoine)... bref, comment ce garçon bien sous tous rapports a pu quitter une vie rangée à Saint-Germain-des-Prés pour prendre la tête d'une étrange association d'activistes dans une sombre artère de Bruxelles.

Un immeuble vieillot de la capitale belge. Pas de plaque à l'entrée, pas de digicode. C'est ici que siège Finance Watch, à deux pas de la Commission et du Parlement européens, le cœur du réacteur où se prennent toutes les décisions en matière de réglementation financière. Au premier étage, sur le palier, des vélos et des trottinettes ; une porte s'ouvre sur un vaste appartement sans lumière, dans lequel s'active le petit commando dirigé par Christophe Nijdam, avec le titre de secrétaire général. Des visages juvéniles conversent joyeusement dans toutes les langues. Ne pas se fier à l'ambiance décontractée. Tous sont des experts, ex-banquiers pour la plupart, concentrés sur une mission délicate : « remettre la finance au service de la société ». La route est longue mais déjà, en trois ans d'existence, avec une douzaine de salariés et un budget annuel de deux petits millions d'euros, Finance Watch s'est hissé parmi les interlocuteurs qui pèsent. Nijdam et ses acolytes s'invitent dans les débats à Londres, Berlin ou Paris, s'imposent devant les assemblées politiques, les organisations internationales et les cercles de réflexion. Ils dialoguent avec le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz ou l'ex-président de la Réserve fédérale américaine Paul Volker, répliquent aux banquiers les plus influents comme Michel Pébereau (BNP Paribas) et Frédéric Oudéa (Société générale). Début février à Bruxelles, l'ONG a réuni l'élite du secteur autour de Jonathan Hill, nouveau commissaire européen chargé de la stabilité financière. L'objectif est immuable : disséquer le discours des banques, éclairer les citoyens et les politiques et porter des propositions de régulation. →

## LES EXPERTS

De gauche à droite : Frédéric Hache, Benoît Lallemand, Greg Ford, Christophe Nijdam et Joost Mulder, photographiés pour *Vanity Fair* le 21 avril 2015 dans les bureaux de Finance Watch à Bruxelles.



→ Le monde de la finance est bien embarrassé par ce moustique bruxellois qui sans cesse le pique et l'asticote. D'ordinaire, les adversaires sont vite neutralisés, caricaturés en idéologues crypto-communistes, largués dans les argumentations techniques. Avec Finance Watch, c'est plus compliqué. Ses émissaires sont d'anciens camarades de jeu qui partagent les mêmes codes et le même langage, voire les mêmes valeurs que ceux qu'ils dénoncent. Ils ne contestent pas le rôle des banques dans le fonctionnement de l'économie et n'ignorent rien des rouages d'une industrie qu'ils ont vu tourner de l'intérieur mais se disent effrayés par la puissance du lobby financier et l'aveuglement des politiques. La finance n'est pas leur ennemie ; ils pensent seulement qu'il faut la surveiller de près. « Certains vont manifester en jean avec des pancartes comme les gens d'Occupy Wall Street. Nous, nous portons le costume et essayons de changer le système de l'intérieur », confie Joost Mulder, un gaillard taiseux chargé des relations avec les politiques. Ce matin, dans la salle de réunion, il siffle son café d'un trait, en contemplant la citation d'Oscar Wilde griffonnée sur le mur : « *Wisdom is to have dreams big enough not to lose sight when we pursue them* » (La sagesse, c'est d'avoir des rêves assez grands pour ne pas les perdre de vue.)

#### ESPIONNAGE À LA PHOTOCOPIEUSE

**F**inance Watch est une invention française née sur les décombres de la crise de 2008. Souvenez-vous, la faillite de Lehman Brothers, les *traders* en larmes, les plans de sauvetage en cascades... Le monde tremble. Plus jamais ça ! jurent alors les politiques. Au G20, les principaux dirigeants

de la planète s'engagent à « renforcer la transparence et la responsabilité des marchés financiers ». Nicolas Sarkozy promet solennellement : « L'autorégulation, c'est fini ! Le laisser-faire, c'est fini ! » À l'été 2009, un jeune eurodéputé écologiste, Pascal Canfin, veut contribuer à l'assainissement du système. Il s'inscrit à la commission des affaires économiques du Parlement européen, participe au débat sur le projet de taxation des *hedge funds*, les fonds spéculatifs. « Ces fonds étaient en partie responsables du déclenchement de la crise, se souvient-il. Je pensais qu'il n'y aurait pas grand monde pour les défendre. » Erreur : « En face de nous, l'industrie financière parlait d'une seule voix pour ne pas toucher aux *hedge funds*. J'ai reçu les lobbies un par un : ils étaient tous solidaires ! Et moi, devant leurs justifications techniques, je me sentais totalement démuné, comme la plupart de mes collègues. J'ai réalisé à quel point le politique peut être impuissant. »

Canfin est un ancien journaliste (il a tenu la rubrique « environnement » au *Nouvel Économiste* de 2004 à 2009). Il cherche à comprendre. Durant l'hiver 2010, il rencontre deux *traders* de la BNP exilés à la City qui acceptent de lui parler de leur métier *off the record*. « Ils m'ont invité dans un restaurant russe hors de prix, se souvient le député, éphémère ministre délégué au développement de François Hollande. C'étaient des ingénieurs de formation et ils maniaient – dans leur travail et sur leurs propres comptes – des sommes insensées. J'ai réalisé que c'était un monde qui avait fait sécession, qu'il fallait être un *insider* pour l'appréhender. » Quand il le compare avec des domaines qu'il connaît mieux, comme l'environnement, le

#### ADVERSAIRE SANS VISAGE

La finance et ses dérivés ont été souvent critiquées par les médias et brocardées par François Hollande dans son fameux discours du Bourget en janvier 2012. Ses promesses sont restées largement vaines.



nucléaire, les droits de l'homme, il mesure la force des contre-pouvoirs. « Greenpeace est utile, Amnesty International incontournable, personne ne conteste ses rapports. Il faut faire la même chose avec la finance », se dit-il alors. Convaincu que le sujet transcende les clivages politiques, Canfin soumet son idée à un élu de l'UMP, Jean-Paul Gauzès, naguère directeur juridique de la banque Dexia, qui partage le malaise de son

jeune collègue. « Je ressentais ce déséquilibre, se souvient-il. En commission, nous étions une trentaine d'élus compétents sur les questions financières, face à des centaines de lobbyistes du secteur bancaire qui nous sollicitaient sans arrêt. On avait besoin d'une organisation qui ait une expérience concrète de la finance et qui nous aide à y voir clair. » Canfin et Gauzès trouvent l'appui de vingt autres eurodéputés – mais aucun Français en dehors d'eux, sinon Daniel Cohn-Bendit, qui leur apporte une lettre de soutien du philosophe allemand Jürgen Habermas. Ensemble, ils signent au mois de juin 2010 un texte intitulé « *Call for a Finance Watch* » (appel pour une surveillance de la finance) publié dans plusieurs journaux européens. C'est l'acte fondateur du mouvement.

« Ni les syndicats ni les ONG n'ont développé d'expertise capable de rivaliser avec celle des banques, écrivent les vingt-deux députés. Il n'existe donc pas aujourd'hui de contre-pouvoir suffisant dans la société. Cette asymétrie constitue à nos yeux un danger pour la démocratie. » Les signatures affluent. Le commissaire européen au marché intérieur, Michel Barnier, soutient l'initiative. Peu avant sa prise de fonction, il a reçu un rapport dévastateur montrant combien la Commission de Bruxelles avait été noyauté par les banques, au point de leur déléguer tout le processus législatif. Barnier débloque un million d'euros pour favoriser la création de l'ONG. « Cette décision a fait grincer des dents mais, pour Michel Barnier, Finance Watch correspondait à une nécessité », rappelle son ancien chef de cabinet. Le 3 septembre 2010, une réunion se tient dans les bureaux parisiens du Parlement européen avec les élus et les associations signataires de l'appel (Attac, le Secours catholique, la CFDT, la Fédération internationale des droits de l'homme). Pascal Canfin y fait la connaissance d'un ancien *trader* d'UBS et de

## LES PARRAINS DE FINANCE WATCH

*Convaincus de la nécessité d'un contrepoids aux puissants lobbies des banques, ils ont voulu créer cette ONG pour éclairer les politiques.*



**PASCAL CANFIN**

Ancien député européen, ex-ministre de Hollande, il travaille désormais dans un *think tank* sur l'environnement.



**MICHEL BARNIER**

Commissaire au marché intérieur jusqu'en 2014, il est aujourd'hui conseiller pour la défense à Bruxelles.



**THIERRY PHILIPPONNAT**

Ancien *trader*, le fondateur de Finance Watch siège aujourd'hui au comité d'administration de l'AMF.

BNP Paribas, spécialiste des produits dérivés, qui vient de quitter un gros poste à la Bourse Euronext. Il s'appelle Thierry Philipponnat, a la prestance d'un banquier d'affaires mais des éclats de doute tourmentent son regard. Longtemps, il s'est plu dans l'effervescence des salles de marchés, la concurrence de « cerveaux affûtés », les émo-

luments mirifiques (15 000 euros par mois, deux à dix fois plus avec les bonus). « Et puis vient un moment où l'on se demande à quoi ça sert. J'avais l'impression d'un divorce croissant entre l'industrie financière et le reste de la société », confie-t-il. À l'approche de la quarantaine, alors qu'on le priait de faire fondre les effectifs d'un département d'Euronext pourtant florissant, il a dit « non ». Séisme existentiel. Chez Amnesty International, où il milite pour s'occuper, quelqu'un lui parle de Finance Watch. Le courant passe avec Canfin. Tous deux conviennent que pour être crédible, l'ONG doit être apolitique. Philipponnat est recruté pour la mettre sur pied. Salaire mensuel de départ : 2 000 euros.

Quand il dépose les statuts, à Bruxelles, il n'a pas de quoi régler les honoraires du notaire. Les subventions de la Commission européenne arriveront par la suite, puis les aides d'autres contributeurs. Parmi eux, la fondation philanthropique Adessium, créée par une riche famille néerlandaise après la vente de son propre *hedge fund*, qui accorde 900 000 euros sur trois ans. D'autres mécènes issus de

« LA FINANCE EST UN MONDE  
QUI A FAIT SÉCESSION.  
IL FAUT ÊTRE UN *INSIDER*  
POUR L'APPRÉHENDER. »

*Pascal Canfin*  
(député européen écologiste)

la finance verseront leur obole, comme le milliardaire américain George Soros, par l'intermédiaire de sa fondation (Open Society Foundations), ou Michael Masters, prospère manager d'un fonds d'investissement et fondateur à Washington de Better Markets, ONG qui milite elle aussi pour la moralisation du monde bancaire. À Bruxelles, les amis sont rares. Philipponnat manque de se faire chasser du centre d'affaires où il loue, au début, un petit →

→ espace à côté de lobbyistes de la finance. Un matin, le gérant des bureaux l'aborde, embarrassé : « Il m'a dit : "Voilà, j'ai une révolte des autres occupants. Ils ne veulent pas de vous ici", s'en amuse aujourd'hui encore Philipponnat. Ils devaient avoir peur qu'on les espionne ou qu'on pique des documents à la photocopieuse ! »

### GRAND LOOPING ÉMOTIONNEL

**F**inance Watch se pare de respectabilité. Non, elle ne sera pas un « Greenpeace de la finance », comme l'ont annoncé certains journaux. « *No naming, no bashing, no shaming* » (pas de dénonciation, pas de dénigrement, pas d'opprobre). C'est le credo de Philipponnat, qu'il a fixé d'emblée avec Canfin et rappelle à ceux, nombreux, qui postulent pour rejoindre l'association. Pas question de s'entourer d'activistes qui veulent s'enchaîner devant les banques et dénoncer des scandales. « Je n'avais qu'un critère, rappelle le fondateur. Recruter des professionnels éprouvés. » Parmi les 300 CV qu'ils ont reçus, il y a quelques perles. Comme Frédéric Hache, douze ans chez Natixis, au Crédit suisse puis à BNP Paribas. Sa spécialité : les produits dérivés. « J'adorais ça. C'était comme des Lego mentaux, explique l'ancien *trader* au sourire délicat. On crée des produits sur mesure pour les clients, en intégrant de multiples données, les variations des devises, du climat, du pétrole... Le jeu, c'est de mettre le risque sur des paramètres que les clients ne regardent pas. S'ils sont assez idiots pour ne rien voir, tant mieux. Voilà ce qu'on se disait. » À la City, dans « ce bain darwinien où seul le mérite compte », il carburait au Red Bull dès 6 heures du matin, filait à la gym puis rejoignait « le ring » avec ses deux téléphones. « Chaque jour, en salle des marchés, c'était le grand looping émotionnel ; je me voyais mourir ou devenir le roi du monde. » Personne ne comprenait, surtout pas « sa famille Télérama » – père vétérinaire, mère documentaliste au CNRS – qui le prenait pour un extraterrestre. Il gagnait près de 150 000 euros par an, bien plus avec les bonus, et roulait à cent à l'heure sur sa Harley Davidson. Et puis un jour, quelques grains de sable dans la machine à certitudes : « Je suis senti mal, pas la conscience tranquille, j'avais failli couler une PME, une sous-traitante dans l'aéronautique. J'étais le *dealer* qui lui avait filé le premier *shoot*, en fourguant des produits à hauts risques. Je ne pouvais plus continuer ! » Sa sœur, prof de philo, lui a envoyé un article sur la création de Finance Watch. Le trentenaire a aussitôt pris rendez-vous avec Philipponnat. Coup de foudre mutuel, plongeon, salaire divisé par six. Son *boss* de la BNP lui a dit : « Tu fais une connerie. On ne peut pas changer le système. »



Bientôt débarque un Belge, Benoît Lallemand, fin connaisseur des tuyaux du système financier pour avoir œuvré onze années chez la sœur jumelle de Clearstream, la chambre de compensation Euroclear. Là, dans « cet immense coffre-fort où sont stockés tous les titres et les transferts de propriétés des banques », il avait souvent « l'impression de naviguer entre des écrans de fumée. Théoriquement, on devait comprendre ce qui passait entre nos mains, mais moi je ne savais pas toujours d'où venait l'argent, comment ses produits étaient structurés... On continuait à accepter n'importe quoi. Les États ne laisseraient pas les banques faire faillite, elles étaient *too big to fail*. » Le 15 septembre 2008, chute de Lehman Brothers, Benoît Lallemand a vu la vie autrement.

Greg Ford aussi a eu « un déclic » cet automne-là. Ce moineau londonien, vif et malin, ex-journaliste pour le site *Merger Markets* (aujourd'hui propriété du *Financial Times*), a longtemps confessé des avocats d'affaires et des banquiers qui, bien avant la crise, prédisaient le pire. « Un jour l'un d'entre eux, en parlant de la privatisation du marché de l'eau, m'a dit : "Dans dix ans, ça va être terrible. Les canalisations vont péter sur les trottoirs." J'écoutais ces hommes cyniques et je songeais à cette

### AMBIANCE START-UP

L'équipe de Finance Watch au complet. En trois ans d'existence, avec treize salariés et un petit budget, l'association s'est imposée comme un interlocuteur qui compte.



amis d'amis, jeunes retraités soudain remontés contre le système. Les bataillons silencieux sont précieux quand on désire combattre Goliath.

#### LOBBYING SUR LA BANQUETTE ARRIÈRE

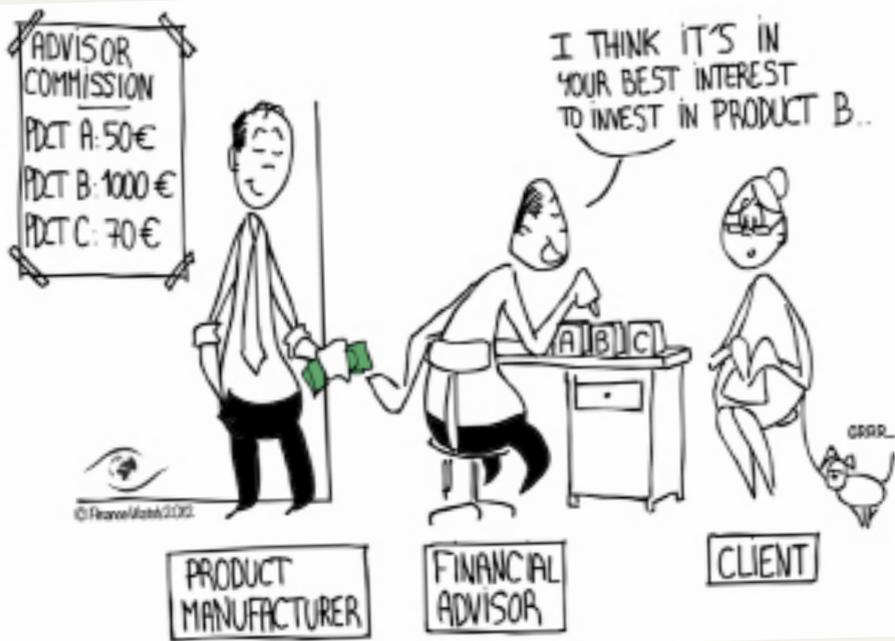
**P**remière manche gagnée : la crédibilité est acquise, même les adversaires en conviennent. « Finance Watch est un acteur qui compte », avoue-t-on à la Fédération bancaire française.

Le commissaire européen aux services financiers, Jonathan Hill, ancien lobbyiste à la City, lui a aussi rendu hommage. « Finance Watch fait un travail remarquable », a-t-il dit lors du colloque organisé le 4 février. Comme plusieurs de ses confrères, la députée européenne du Mouvement démocrate Sylvie Goulard, pilier de la commission des affaires économiques, loue les compétences de l'ONG. « Leur expertise est fiable et salutaire. Ils ont d'autant plus de mérite qu'ils font face à un lobby bancaire qui a des moyens illimités, on le constate tous les jours ! » Frédéric Hache, l'ancien *trader* de la BNP, sait qu'il n'a pas droit à l'erreur. Ses rapports sont lus, disséqués à la loupe par l'industrie. Avec les deux autres analystes, il repère les projets de loi importants, les sujets qui montent. Chacun s'empare d'un dossier. Ils en discutent avec les lobbyistes et les communicants qui passeront aussi des semaines, parfois des mois, à mobiliser les députés, les associations, les médias. Au sein de l'équipe, toutes les sensibilités existent – de la gauche frondeuse à la droite très libérale – et si, officiellement, on ne parle jamais politique,

phrase de Henry Ford : « Si les gens comprenaient le système bancaire, il y aurait une révolution demain. » » Greg Ford a pris en charge la communication de Finance Watch. « On a fait appel à des spécialistes du marketing pour le logo, choisi le bleu qu'utilisent les banques, un bleu de centre droit associé à l'autorité et la confiance. » L'ONG s'est même offert les services d'un ancien du lobby bancaire, Joost Mulder. Front haut, visage impénétrable, ce Néerlandais quadrilingue, ingénieur de formation, a œuvré pendant quatre ans dans un cabinet de conseil spécialisé dans les services financiers. « Mon job, c'était de surveiller, d'alerter les clients, agences de notation, *hedge funds*, grandes banques comme Goldman Sachs sur les lois en préparation. J'étais leur voix. Je débitais aux politiques des arguments scandaleux du genre : « Si vous ne votez pas contre cette directive, nous allons nous retirer de ce marché et vous expliquerez à vos concitoyens pourquoi vous avez perdu 200 000 emplois. » Et puis, un jour, à la naissance de ma fille, j'ai eu envie d'autre chose... » Mulder n'a pas perdu ses anciens amis de la finance qu'il croise toujours dans les restaurants chics. Il a changé de camp mais à Bruxelles, c'est fréquent : nombre de lobbyistes sont d'anciens assistants parlementaires. Par nostalgie, par jeu, quelques-uns lui refilent encore des tuyaux. Comme tous les membres de Finance Watch, il a aussi ses informateurs à l'intérieur même des banques. Des gorges profondes, ex-confrères,

entre les murs, souvent, ça chauffe. Quelques bières le vendredi soir, place du Luxembourg, les apéros chez les uns et les autres aident à ressouder les rangs. « On s'entend sur l'essentiel : la crainte qu'une nouvelle crise se produise, le besoin d'agir », insiste Aline Fares, une jolie brune diplômée d'HEC qui a longtemps travaillé pour l'un des dirigeants de Dexia. À son grand regret, des débats comme celui sur les bonus ont été jugés trop « grand public ». « D'autres s'en occupent, insistent les analystes. Nous, on se concentre sur le fonctionnement du système, pas sur ses conséquences. On privilégie les terrains où personne ne va. »

Frédéric Hache a analysé durant des mois le livre vert de la Commission européenne pour relancer la croissance et l'emploi. En apparence, que des intentions louables, qui passent en réalité par le développement des marchés financiers et notamment la relance de la titrisation (cette possibilité pour des investisseurs de racheter les prêts accordés par les banques aux ménages et aux entreprises avant de les revendre repackagés). « Je me suis penché sur la technique dite du "*tranching*", raconte-t-il. Derrière ce terme rébarbatif se cache une étrange méthode qui permet de transformer des produits risqués en produits bien notés faciles à revendre. J'ai eu de longues discussions avec des spécialistes dans des universités, à Harvard, à Bristol, dans de grandes banques, en *off*. Cette pratique peut être dangereuse. » L'ancien *trader* a écrit un mémo de 600 pages dans lequel il critique point par point le →



## BULLES FINANCIÈRES

L'une des bandes dessinées conçues par Frédéric Hache, analyste en chef de FONG.

→ projet de la Commission : « Concrètement, ça va développer les marchés financiers, la privatisation dans tous les secteurs, transformer *in fine* l'Europe sur le modèle de la Grande-Bretagne. » Le lendemain de la publication de

son rapport, Frédéric Hache était convoqué par un fonctionnaire haut placé de la Commission. « Notre position les embarrasse, assure-t-il aujourd'hui, nous sommes la seule voix discordante. »

Finance Watch intervient aussi sur les projets de loi à venir. Souvent, le diable se niche dans les détails. Depuis quelques mois, l'association milite pour la création d'un logo d'avertissement sur les produits complexes difficilement compréhensibles par les épargnants. L'ONG veut l'imposer aux banques qui s'y opposent et font valoir toutes sortes d'impossibilités techniques. Ce sont des discussions sans fin sur la définition d'un produit complexe et à quel emplacement le logo doit figurer dans le contrat, à quelle taille, de quelle couleur... Finance Watch sait combien les combats qui peuvent paraître évidents aux yeux des électeurs ne le sont jamais. Il y a deux ans, elle a échoué à faire passer une loi obligeant les conseillers financiers à informer leurs clients sur les bonus qu'ils touchent en fonction des produits recommandés. « Ça va tuer le *business* », disait le lobby bancaire.

Pour ce fameux logo, une stratégie a été établie : porter trois amendements pour que l'un au moins aboutisse. Joost Mulder s'est activé, comme d'habitude : emails et coups de fil aux députés

arrive même que des amours improbables naissent durant ces longues parties d'échecs. Un garçon de Finance Watch a ainsi séduit une lobbyiste de l'industrie. « Cela n'a entamé en rien ma combativité, dit-il. Nous ne discutons pas boulot. » L'histoire s'est terminée. La loi, elle, n'est toujours pas votée.

## LA FINANCE EN BD

**B**enoît Lallemand aussi est parti la fleur au fusil en s'emparant du *trading* à haute fréquence, une technique qui permet d'opérer des millions d'ordres de Bourse en un éclair (40 % du volume total des transactions journalières sur le marché des actions en Europe). « C'est un symptôme de la déconnexion totale de la finance avec le monde réel, explique l'ancien banquier d'Euroclear. Vous pouvez aujourd'hui échanger des titres en une milliseconde, passer et annuler aussitôt des ordres, tout ça pour de la spéculation pure. Ce système, que l'on peut comparer à un délit d'initié technologique, déstabilise les vrais investisseurs et sert d'abord à générer du profit pour les intermédiaires. Quel intérêt pour les entreprises et les ménages ? » C'est ce qu'il a expliqué à des députés et des assistants parlementaires qui souvent le regardaient ébahis. Il s'est attiré un jour, lors d'une réunion publique, les foudres d'un lobbyiste qui l'a menacé de le faire sortir. Au Parlement, un député libéral l'a interpellé : « Vous n'êtes pas

DR: STÉPHANE DESAKUTIN / AFP; DAVID GOLDMAN / THE NEW YORK TIMES REDUXEUA - 12 3 8 F

## SEPT ANS DE FINANCE FOLLE

*De Kerviel à la démission de l'ancien président de la BNP, retour sur les grandes affaires qui ont secoué le monde bancaire.*

**JANVIER 2008**

**Affaire Kerviel.** La Société générale annonce une perte de 4,9 milliards d'euros à cause d'une série d'opérations frauduleuses menées par l'un de ses traders.



**SEPTEMBRE 2008**

**Faillite de Lehman Brothers :** la banque venait d'accumuler 4 milliards de dollars de pertes à cause de la crise des subprimes.



**FÉVRIER 2009**

**Scandale chez UBS :** pour échapper aux poursuites, la banque suisse accepte de livrer à la justice US un listing de 255 clients américains soupçonnés d'évasion fiscale.



**MAI 2010**

**Crise grecque :** le FMI et la zone euro doivent débloquer d'urgence 110 milliards d'euros pour sauver le pays de la faillite.



2008

2009

2010

contre les ordinateurs au moins ? » Finance Watch a émis l'idée de faire payer une somme minimale à chaque passation d'ordres afin de réduire un peu le volume des transactions. En vain. « Tout le monde nous a dit : "Vous allez tuer les liquidités", se désole Benoît Lallemand. C'est l'éternel argument des financiers. Il faut lire entre les lignes, déconstruire leur argumentaire. Remplacez le terme "liquidités" par celui de "profit" et vous obtiendrez la vérité. » Mais qui veut l'entendre ? Parfois, Benoît Lallemand se le demande. Il a eu l'impression d'être utile dans le débat sur la spéculation sur les matières premières où l'ONG a pesé et obtenu, avec d'autres, une plus grande transparence sur les positions de marché, afin de limiter celles des financiers purs. Joost n'a pas lâché les députés et Aline a mobilisé toutes les associations partenaires sur le sujet, avec des manifestations devant le Parlement.

Les désillusions, pourtant, sont nombreuses. Chez Finance Watch, personne n'a digéré la loi Moscovici sur la séparation bancaire votée par la France avant même que l'Europe ne légifère. Thierry Philipponnat a été auditionné à l'Assemblée nationale, invité sur les plateaux de télévision. Pascal Canfin, qui était alors ministre délégué au développement, a bien essayé d'aider, d'alerter François Hollande, Michel Sapin... sans succès. Pour le secrétaire général de Finance Watch, Christophe Nijdam (auteur de *Parlons banque en 30 questions*, La Documentation française, 2014), c'est un cas d'école : « Plus de 80 % des Français soutenaient la séparation des activités bancaires. Tout le monde semblait d'accord pour dire qu'il fallait cesser de mélanger les activités de dépôt et de crédits, et celles de marchés purement spéculatives. Mais le lobby bancaire a réussi à tuer la réforme dans l'œuf. Le pire, c'est que cette loi, qui ne change pratiquement rien, a donné le *la* en Europe. » Le secrétaire général de l'ONG fustige « la consanguinité à la française », ces indéfectibles liens entre les énarques, censés servir l'intérêt général, et les grandes banques. Tout récemment encore,

la Fédération bancaire française a recruté l'ancienne directrice adjointe du cabinet de François Fillon chargée des affaires économiques et le haut fonctionnaire responsable à Bruxelles des dossiers monétaires et financiers pour le gouvernement. *Business as usual...* Plus rien ne surprend les membres de Finance Watch. Même si certains ne cachent pas leur colère. « Tout le monde a oublié la crise de 2008, soupire Aline Fares. Du discours du Bourget de Hollande, il ne reste rien. Sa loi sur les banques est une mascarade. Et aujourd'hui, c'est reparti pour un tour. On entend partout que la régulation freine la croissance. » Certains jours, elle et d'autres s'interrogent : Finance Watch ne devrait-il pas taper un peu plus fort ? Faire des coups, comme sa cousine américaine, Better Markets, qui en 2014 a déposé plainte contre le ministère de la justice pour avoir conclu un accord secret à

## « REMPLACEZ LE TERME "LIQUIDITÉS" PAR "PROFIT" DANS LE DISCOURS DES BANQUIERS ET VOUS OBTIENDREZ LA VÉRITÉ. »

*Benoît Lallemand*  
(analyste chez Finance Watch)

12 milliards d'euros avec Morgan Stanley en échange de l'abandon des poursuites dans la crise des *subprimes*. Le responsable de l'ONG, Dennis Kelleher, un ancien de l'US Air Force, juriste chevronné formé aux arcanes du Sénat américain est, ce mercredi 5 février, de passage à Bruxelles. Il est venu saluer ses camarades de lutte. L'énergie volubile du Yankee réchauffe la salle de réunion : « Il faut faire comme les banques, dit-il en piochant trois chocolats belges. Parler d'une seule voix, s'échanger les infos, unir nos forces. » Finance Watch est d'accord, à condition de garder sa ligne : *No bashing, no naming, no shaming*. Frédéric Hache y tient. Le soir, la nuit, après avoir transpiré sur des machines de cardio-training, l'ancien *trader* dessine des BD qui tentent de résumer ses volumineux rapports. « Ça passe bien auprès des élus, remarque-t-il, les yeux brillants. Vous trouvez peut-être ça dérisoire ? Il faut tout essayer, vous savez. On changera les choses pas à pas, c'est un combat de longue haleine. » Il s'éloigne, sourire désarmant : « Ces petits textes-là, au moins, tout le monde les comprend. » □

ALEXIS DUCLOS / GAMMA / GETTY IMAGES; 123 RF; ANTOINE ANTONIOU / BLOOMBERG / GETTY IMAGES

### JUILLET 2011

Emprunts toxiques : **Dexia, la Société générale** ou le **Crédit agricole** sont accusés d'avoir accordé 12 milliards d'euros de crédit à hauts risques aux collectivités françaises.



### JUIN 2012

Stupeur à la City : la banque **Barclays** reconnaît avoir manipulé le taux interbancaire de Londres (Libor) durant des années.

### SEPTEMBRE 2013

Amende pour **JP Morgan** : la banque américaine doit verser 920 millions de dollars aux régulateurs pour mettre un terme au scandale dit de la « Baleine de Londres », un *trader* français qui multipliait les positions à risques sur les marchés.



### DÉCEMBRE 2014

Démission de **Baudouin Prot**, président de **BNP Paribas** : il souffrait d'un *burn-out* lié, selon ses proches, aux conséquences de la crise financière.

2011 2012 2013 2014 2015